L'UPRONA de 1961 à 2011 : Triste saga du parti de Rwagasore

@rib News, 22/09/2011LE PARTI UPRONA APRES 50 ANNEESÂ : QUâ€™EST-CE QUI RESTE DE SA VICTOIRE ?Par Bukumi Anne Josiane et Albanel SimpemukaCe dimanche le 18 septembre, le parti Uprona (Union pour le progrÃ¨s national) vient de cÃ©lÃ©brer le cinquantiÃ¨me anniversaire de sa victoire historique de 1961. Les observateurs burundais sâ€™interrogent sur les fruits de cette victoire qui, au dÃ©part, Ã©tait la leur. Un bref aperÃ§u historique de la triste saga de ce parti, qui avait tout pour rÃ©ussir, peut orienter la rÃ©flexion sur sa capacitÃ© Ã sortir dâ€™une logique passÃ©iste.
Le premier multipartisme au BurundiAprÃ¨s la deuxiÃ¨me guerre mondiale, lâ€™ONU demande aux pays colonisateurs dâ€™octroyer lâ€™indÃ©pendance aux pays colonisÃ©s. Vers la fin des annÃ©es 1950 et le dÃ©but de 1960, on assiste Ã la des partis politiques au Burundi. Câ€™est lâ€™ordonnance nÂ° 111/105 du 15 juin 1959 qui autorise la crÃ©ation des associati politiques, moyennent prÃ©alablement une dÃ©claration auprÃ¨s de lâ€™administration publique. Lâ€™UPRONA a Ã©tÃ© rec janvier 1960.Â La mÃªme annÃ©e seront enregistrÃ©s le PP et le PDC. A cette Ã©poque, les principaux sontÂ : lâ€™Uprona d par le prince Louis RwagasoreÂ ; le PDC, dirigÃ© par Biroli et Ntidendereza, tous les deux fils du prince Pierre Baranyanka.
Nous assistons aussi Ã une Ã©closion dâ€™une vingtaine dâ€™autres petits partis gravitant autour de lâ€™UPRONA et du PD notamment du PP (parti du peuple), de lâ€™Union pour la promotion Hutu etc. La crÃ©ation de lâ€™UpronaLe Parti Uprona a Ã crÃ©Ã© par le prince Louis Rwagasore en 1958. Son objectif principal Ã©tait de lutter contre lâ€™occupation belge et pour lâ€™obtention de lâ€™indÃ©pendance du pays. En mars 1960, lâ€™Uprona fait son premier congrÃ¨s et rÃ©clame lâ€™indÃ© immÃ©diate du Burundi. Par contre, le PDC (Parti DÃ©mocrate ChrÃ©tien) dirigÃ© par Biroli et soutenu par la Belgique, soutient le retardement de lâ€™indÃ©pendance du Burundi. En octobre 1960, le Prince Louis Rwagasore est mis en rÃ©sidenc surveillÃ©e au Sud du pays Ã Bururi, alors que les Ã©lections communales sont organisÃ©es. SupervisÃ©es par la Tutelle belge, ces derniÃ¨res sont gagnÃ©es par le PDC et ses satellites du Front commun.Rwagasore, un homme rassembleurLe prince Louis Rwagasore, fils du Roi Mwambutsa IV et de la reine ThÃ©rÃ¨se Kanyonga est nÃ© le 10 janvier 1932 Ã Gitega. De 1939 Ã 1945, il fait ses Ã©tudes primaires successivement Ã Bukeye, Kanyinya puis Gitega. De 1945 Ã 1951, il frÃ©quent le Groupe Scolaire des frÃ¨res de la CharitÃ© dâ€™Astrida Ã Butare au Rwanda. Par aprÃ¨s, il poursuit ses Ã©tudes Ã lâ€™U dâ€™Anvers. Il commence sa carriÃ¨re politique en 1956. Le 12 septembre 1959, le prince Louis Rwagasore Ã©pouse Marie Rose Ntamikevyo dont il aura deux filles. Ces derniÃ¨res furent tuÃ©es. Notons aussi que les bras droits de Rwagasore dans la direction de lâ€™Uprona sont Paul Mirerekano, Pierre Ngendandumwe et ThaddÃ©e Siryuyumusi.Â La victoire de lâ€™Uprona et lâ€™assassinat du prince Louis RwagasoreDepuis 1960, le Prince Rwagasore lutte avec acharnement contre le colonisateur. Il incite la population Ã la rÃ©volte. Il sensibilise tout le pays au refus de paiement de lâ€™impÃ´t de la personne physique et au boycott des magasins belges. Lors des Ã©lections lÃ©gislatives du 18 septembre 1961, lâ€™Uprona rafle 58 siÃ¨ges de dÃ©putÃ©s sur les 64. Le 26 septembre le premier ministre Louis Rwagasore entre en fonction. Mais les milieux du PDC, de connivence avec la mÃ©tropole cherchent Ã tout prix Ã lâ€™Ã©liminer. Câ€™est ainsi quâ€™un tireur au nom de arrive au Burundi en provenance de lâ€™Egypte. Dans les accords secrets, il devrait toucher trois millions de francs belges aprÃ¨s la salle besogne et obtenir une place importante dans une sociÃ©tÃ© belge Ã Bujumbura.Le 13 octobre, le prince Rwagasore est assassinÃ© par Kageorgis qui lui tire une balle dans la tÃªte au restaurant Tanganyika. La tutelle belge qui dÃ©tient toujours lâ€™administration avant lâ€™indÃ©pendance, poursuit les comploteurs. Sont arrÃªtÃ©s Ntidendereza, Biroli Kageorgis et dâ€™autres personnes dont le conducteur du vÃ©hicule du crime. Cependant les mains instigatrices mais cachÃ©es de la tutelle Belge nâ€™apparaissent pas au tribunal, surtout que beaucoup de juges sont des belges. Le 1 juillet 1962, comme prÃ©vu, lâ€™indÃ©pendance du Burundi est proclamÃ©e. Kageorgis sera condamnÃ© et exÃ©cutÃ© par fusillad juin 1962 Ã la veille de lâ€™indÃ©pendance Quant Ã Biroli et Nntidenderezwa, ils seront jugÃ©s de maniÃ¨res expÃ©ditives e pendues Ã Gitega en janvier 1963.Depuis 1962, aucune enquÃªte profonde, Ã lâ€™instar de celle qui a Ã©tÃ© diligentÃ©e su mort de Lumumba, nâ€™a jamais Ã©tÃ© menÃ©e.Â Mais lâ€™implication de certains membres du gouvernement belge de lâ€ nâ€™est quâ€™un secret de polichinelle. Aucun pouvoir politique au Burundi nâ€™a jamais Ã©voquÃ© cette question. Les me la famille du prince Louis Rwagasore nâ€™ont jamais Ã©tÃ© indemnisÃ©s. Politiquement, le peuple burundais doit lui aussi Ãªt indemnisÃ©, car la crise provoquÃ©e par la mort tragique du prince Louis Rwagasore a toujours des consÃ©quences sur la situation politique dâ€™aujourdâ€™hui. Lâ€™Uprona de 1962 Ã 1966Â : un parti intolÃ©rant et violentAprÃ¨s la mort du prince Rwagasore, on assiste Ã lâ€™abandon de la ligne du parti. Lâ€™idÃ©al dâ€™union est mis Ã mal par des tensions Ã caractÃ et idÃ©ologique, avec la formation des ailes Monrovia et Casablanca. Le parti, incapable de conduire une vÃ©ritable dÃ©mocratie interne, devient de plus en plus intolÃ©rant. Le terrorisme de lâ€™Uprona et de sa Jeunesse Nationaliste Rwagasore (J.N.R) entraÃ®na la disparition du Front commun. Les dirigeants des partis dits populaires (Parti du Peuple, Voix du Peuple Urundi.) furent pourchassÃ©s et certains comme Nigane Emmanuel et Birihanyuma Jean durent sâ€™exiler au Congo.Â Le P.P., interdit en 1962, ne sera reconstituÃ© que le 31 mars 1965 dans la perspective des Ã©lections lÃ©gislatives du 10 mai 1965. Ces Ã©lections donnÃ¨rent les scores suivantsÂ : UpronaÂ : 21 dÃ©putÃ©s sur 33, soit 70%Â ; P.P. 10 dÃ©pu 2 indÃ©pendants. Au sÃ©natÂ : UpronaÂ : 12Â ; PP. 4.Instrument aux mains de lâ€™exÃ©cutif, lâ€™UPRONA nâ€™occupe p dominante sur les appareils politiques. Cette position est assumÃ©e par lâ€™institution monarchique incarnÃ©e par le roi Mwambutsa, mÃªme si celle-ci lui sera disputÃ©e et ravie plus tard. Au niveau interne, lâ€™UPRONA ne connaÃ®t pas de rÃ©e dÃ©mocratieÂ : des rivalitÃ©s personnelles et ethniques faussent le jeu dÃ©mocratique. Par exemple, le 12 aoÃ»t 1962, Paul Mirerekano, prÃ©sident par intÃ©rim de ce parti, est arrÃªtÃ© pour avoir tenu un meeting, par le ministre de lâ€™intÃ©rieur Jea Ntiruhwama, pourtant du mÃªme parti mais dâ€™ethnie diffÃ©rente. De mÃªme, les irrÃ©gularitÃ©s lors de la dÃ©signation du central du parti en septembre 1962 montrÃ¨rent son caractÃ¨re non dÃ©mocratique Se voulant parti des masses, il embrigade la jeunesse quâ€™il utilise Ã des actes dâ€™agression. Son intolÃ©rance dÃ©bouchera sur un systÃ¨me non comp le monopartisme.Le Parti-EtatCâ€™est le 23 novembre 1966, que lâ€™UPRONA est proclamÃ© parti unique. Cinq jours avant le capitaine Michel Micombero ne sâ€™empare du pouvoir en proclamant la rÃ©publique kaki. Il faudra attendre 1974 pour disposer Ã nouveau dâ€™une constitution. Celle-ci stipule en son article 18Â : Â«Â La RÃ©publique du Burundi adopte le princ du parti unique, dÃ©nommÃ© UPRONA.Â Â»(article18). Tous les pouvoirs sont confondus au sein du parti et concentrÃ©s entre

les mains de son chef, PrÃ©sident de la RÃ©publique et SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral du parti, chef de lâ€™Etat et du Gouverneme
MalgrÃ© les apparences, le parti nâ€™est pas lâ€™appareil suprÃªme mais un outil aux mains du PrÃ©sident de la RÃ©publiqu
lâ€™oligarchie qui lâ€™entoure. A bien des Ã©gards le parti UPRONA se comporte comme un parti fasciste : lâ€™appareil su
câ€™est lâ€™armÃ©e encadrÃ©e par un ComitÃ© National de la RÃ©volution de 10 officiers, devenu en 1971 le Conseil SupÃ
RÃ©publique, composÃ© de 22 officiers tous issus de la mÃªme ethnie. Le mouvement des jeunes du parti : successivement
baptisÃ© JNR, JRR, puis UJRB constitue une milice embrigadÃ©e, dÃ©diÃ©e aux Å“uvres de terreur et dâ€™assassinat politiq
surtout au moment des crises politiques.La constitution de Bagaza Ã©tait Ã peine meilleure que celle de Micombero. Le
Parti UPRONA reste unique, mais devient un parti â€˜â€™de masseâ€™â€™ comme le stipule lâ€™article 22 de la constitution
Parti canalise et reflÃ¨te les aspirations profondes du peuple. Il oriente la politique gÃ©nÃ©rale du pays, inspire et contrÃ´le
lâ€™action de toutes les institutions de lâ€™Etat Â» (article24). Mais, contrairement aux partis de masses socialistes, on ne
pratique pas ici le centralisme dÃ©mocratique : le chef de lâ€™Etat, objet du culte de la personnalitÃ© contrÃ´le toutes les
activitÃ©s politiques et leur impose lâ€™orientation. Dans ce cadre monolithique, lâ€™Ã©lection de lâ€™AssemblÃ©e nationale
universel direct, avec le cinquiÃ¨me des dÃ©putÃ©s nommÃ©s par le prÃ©sident de la RÃ©publique, on Ã©tait loin de la
dÃ©mocratie. LÃ encore ce nâ€™est pas le parti qui est lâ€™appareil dominant, mais lâ€™armÃ©e Ã travers le Conseil suprÃ
rÃ©volutionnaire consÃ©cutif au putsch du premier novembre 1976 et composÃ© de 30 officiers tutsi. GangrenÃ© par
lâ€™ethnisme, le parti UPRONA dÃ©signera lors de son premier congrÃ¨s national tenu du 26 au 29 dÃ©cembre 1979 un comit
central ethnisÃ© (4 hutu pour 44 tutsi).Le Major P. Buyoya, venu au pouvoir par coup dâ€™Etat le 3 septembre 1987, dissout
lâ€™AssemblÃ©e nationale, suspend la constitution de 1981 et dÃ©met le gouvernement. Il sâ€™appuie lui aussi sur lâ€™arm
ComitÃ© Militaire de Salut National formÃ© de 31 officiers, tous tutsi. Ce nâ€™est que suite aux pressions consÃ©cutives aux
massacres de Ntega et Marangara, Ã la chute du mur de Berlin et Ã ce qui est conventionnellement appelÃ© le Â«Â vent de
lâ€™EstÂ Â», suite Ã©galement aux dÃ©cisions du sommet franco-africain de la Baule en 1989 que bien malgrÃ© lui, le Major
Buyoya accepte le multipartisme, en espÃ©rant se maintenir au pouvoir.Tout au long de la pÃ©riode du monopartisme, le
parti Uprona apparaÃ®t comme le relais idÃ©ologique de lÃ©gitimation dâ€™un pouvoir prÃ©sidentiel militaire. Il a adoptÃ© les
des partis totalitairesÂ : interdiction de toute opposition, suppression de la libertÃ© de la presse, embrigadement du
mouvement de la jeunesse, contrÃ´le strict du syndicalisme, emprisonnement, exil ou assassinat des dirigeants de
lâ€™opposition, pratique du racisme Ã travers la discrimination ethnique et le gÃ©nocide des Hutu.La dÃ©faite de 1993 et le re
de la volontÃ© populaireLa Constitution votÃ©e le 9 mars 1992 par rÃ©fÃ©rendum consacrait, le retour au pluralisme politique.
Elle disposait en son article 53Â :Â Â«Â Le multipartisme est reconnu en RÃ©publique du BurundiÂ Â». Le 15 avril 1992 fut
promulguÃ© le dÃ©cret-loi sur les partis politiques. Â Aux Ã©lections prÃ©sidentielles du 1er juin 1993, le candidat de lâ€™Upr
Major Pierre Buyoya obtient 32% contre 65% pour M. Ndadaye du FRODEBU. Aux lÃ©gilsatives du 29 juin, lâ€™Uprona a 21,
48% soit 26 siÃ¨ges contre 65 pour le FRODEBU. Le parti UPRONA et son oligarchie politico-militaire ne vont pas
accepter la dÃ©faite. Dans la nuit du 20 au 21 octobre 1993 un coup dâ€™Etat militaire est opÃ©rÃ© contre le pouvoir du
prÃ©sident Ndadaye, investi le 10 juillet 1993. Selon les putschistes, toutes les unitÃ©s de lâ€™armÃ©e et de la gendarmerie s
sont coalisÃ©es pour dÃ©poser le pouvoir en place. Beaucoup de militants de lâ€™Uprona seront citÃ©s dans plusieurs rappor
Ngeze Francois, membre de lâ€™Uprona et ancien ministre de lâ€™intÃ©rieur du major Buyoya et marionnette de cette armÃ©
dÃ©signÃ© Ã la place du prÃ©sident de la RÃ©publique.Ce crime a dÃ©montrÃ© que lâ€™esprit de fair play politique nâ€™Ã
Ã©tabli dans le pays. Avec une armÃ©e politisÃ©e, jouissant de nombreux privilÃ¨ges, responsable de plusieurs crimes, et
habituÃ©e Ã la violence et lâ€™impunitÃ©, il aurait fallu une sÃ©rieuse prÃ©paration des esprits, mais cela, P. Buyoya lâ€™a
parce quâ€™il refusait le changement. En lâ€™absence dâ€™une rÃ©action internationale Ã la hauteur de la gravitÃ© des Ã©
putsch sanglant fut lÃ©galisÃ© Ã travers la convention de gouvernement du 10 septembre 1994, signÃ©e par les 11 formations
politiques agrÃ©Ã©es avant les Ã©lections, plus lâ€™ABASA enregistrÃ© le 9 juillet 1993. Le FRODEBU mobilisait les forces d
changement dÃ©mocratique (FCD) tandis que lâ€™UPRONA fÃ©dÃ©rait autour de lui les partis de lâ€™opposition (CPPO). Pa
convention la constitution fut amputÃ©e, les dÃ©cisions du prÃ©sident furent subordonnÃ©es Ã un conseil national de sÃ©curi
dominÃ© par des officiers putschistesÂ : Â«Â Le conseil national de sÃ©curitÃ© dÃ©libÃ¨re sur les actes de portÃ©e politique d
PrÃ©sident de la RÃ©publiqueâ€¦Â Â» (Article 16 de la convention). Et le pouvoir fut nominativement rÃ©parti de force entre la
majoritÃ© et lâ€™opposition.La victoire de juin 1993 nâ€™Ã©tait pas complÃ¨te parce que le vainqueur nâ€™avait pas les moy
garantir lâ€™effectivitÃ© de son gouvernement. Il lui manquait des forces de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ©, ce qui explique la rep
du pouvoir par les militaires et lâ€™oligarchie de lâ€™Uprona. Dâ€™oÃ¹ Ã©galement le nÃ©cessitÃ© pour les dÃ©mocrates de
donner aux bonnes lois de bonnes armes, câ€™est-Ã -dire de constituer des forces pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie. Câ€™
cela que LÃ©onard NYANGOMA et ses compagnons se sont attelÃ©s en fondant, le 24 septembre 1994, le Conseil National
pour la DÃ©fense de la DÃ©mocratie-CNDD., avec sa branche armÃ©e, les Forces de DÃ©fense de la DÃ©mocratie (FDD). Le
25 juillet 1996, le major P. Buyoya mit fin Ã la convention en renversant le prÃ©sident Ntibantunganya et en radicalisant le
combat contre les FDD. Il forÃ§a un partenariat signÃ© le 6 juin 1998 avec lâ€™assemblÃ©e nationale, seule institution encore
lÃ©gitime pour se donner une face prÃ©sentable. Tout au long de la lutte, les forces antidÃ©mocratiques ont tout fait pour
diviser le CNDD et lâ€™affaiblir, en fomentant des scissions en son sein. Câ€™est ainsi quâ€™interviendra une mutinerie du ch
dâ€™Etat-major des FDD en mai 1998, suivie dâ€™une autre scission le 16 octobre 2001. Câ€™est cette derniÃ¨re scission qu
donnÃ© naissance au parti CNDD-FDD, vainqueur aux Ã©lections de 2005.Â MalgrÃ© cela le combat du CNDD avait forcÃ© le
putschistes Ã nÃ©gocier le retour Ã des institutions dÃ©mocratiques, notamment Ã travers lâ€™Accord dâ€™Arusha du 28 ao
Le gouvernement de transition mis en place suite Ã lâ€™Accord dâ€™Arusha fut dominÃ© par le FRODEBU et lâ€™UPRONA,
ensuite par le CNDD-FDD.Â Lâ€™Uprona depuis les Ã©lections de 2005Â : un parti collabo tentant de masquer son passif
historique.Lors des Ã©lections de 2005, seuls cinq partis sur les 35 reconnus officiellement ont pu avoir des siÃ¨ges Ã
l'AssemblÃ©e Nationale : lâ€™Uprona sâ€™est classÃ© comme troisiÃ¨me force politique aprÃ¨s le CNDD-FDD, et le Frodebu.
suivi par le CNDD et le MRC. Par application de la constitution et de lâ€™accord dâ€™Arusha, il a eu la latitude de choisir le
premier Vice-PrÃ©sident de la RÃ©publique et quelques portefeuilles ministÃ©riels. AprÃ¨s la supercherie des Ã©lections
communales de 2010 par le CNDD-FDD, lâ€™Uprona a dâ€™abord reconnu et condamnÃ© les fraudes et retirÃ© sa candidatu

prÃ©sidence de la RÃ©publique. Par aprÃ¨s, au lieu de suivre la rÃ©sistance avec les autres partis regroupÃ©s dans la lâ€™AD IKIBIRI, coalition pour lâ€™opposition, lâ€™Uprona a choisi dâ€™aller collaborer avec le CNDD-FDD. Sa responsabilitÃ© est e dans les massacres en cours et dans la gestion catastrophique du pouvoir actuel.Que reste-t-il de lâ€™Uprona 50 aprÃ¨s sa victoireÂ ?De lâ€™Uprona de Rwagasore, il ne reste quâ€™une carcasse ou une coquille vide. Le programme rassembleur sâ€ volatilisÃ© juste aprÃ¨s son assassinat. Depuis 1966, Lâ€™uprona sâ€™est toujours appuyÃ© sur lâ€™armÃ©e, la police et la nationale pour imposer sa dictature au peuple Burundais. AprÃ¨s sâ€™Ãªtre longtemps prÃ©sentÃ© comme le champion et le rempart des Tutsi, il a perdu ce statut avec la naissance dâ€™autres leaders Tutsi moins crispÃ©s sur la donne ethnique et pouvant rassembler Hutu et Tutsi sans aucun complexe. FissurÃ© en tendances hostiles, lâ€™Uprona, qui nâ€™a jamais fait preuve de repentir, sâ€™est fait le complice inconditionnel du pouvoir CNDD-FDD. Et lâ€™ombre dâ€™un homme plane au-des de luiÂ : celle de P. Buyoya.En effet le major Buyoya nâ€™est pas parti de lâ€™Uprona. Il est actuellement le vrai patron de lâ€™Uprona. On lâ€™a vu dâ€™abord parler de nÃ©gociations, aprÃ¨s lâ€™escroquerie politique des Ã©lections de 2010. Il sâ proposÃ© comme mÃ©diateur. Par aprÃ¨s, il est allÃ© nÃ©gocier la collaboration avec le CNDD-FDD. En Ã©change il a obtenu choix propre du vice-prÃ©sident et il a placÃ© son homme, TÃ©rence Sinunguruza. Il a aussi obtenu lâ€™abandon dâ€™enquÃ de poursuites judiciaires sur les dossiers sombres de son Ã©poque, notamment sur les massacres de Ntega et Marangara, sur la mort de Ndadaye, et dâ€™autres disparitions miraculeuses, Ã la Pinochet de civils et dâ€™officiers tutsi. Finalement, Ã lâ€™Uprona, il ne reste que la voix du Major, puisque câ€™est lui qui fait les arrangements de lâ€™Uprona avec CNDD-FDD, sous le masque de Niyoyankana. Â Passifs et obligationsIl nâ€™est plus un secret pour personne que le prince Louis Rwagasore a Ã©tÃ© assassinÃ© avec la bÃ©nÃ©diction du pouvoir belge de lâ€™Ã©poque. Depuis lors lâ€™Uprona ne jamais remis, et nâ€™a jamais demandÃ© les vrais comptes Ã lâ€™ancienne puissance colonisatrice. La Belgique nâ€™a jam demandÃ© pardon au peuple Burundais. La famille du prince Louis Rwagasore nâ€™a pas Ã©tÃ© indemnisÃ©e. Lâ€™une des indemnisations que le peuple Burundais attend de la Belgique est le soutien effectif et scientifique Ã la dÃ©mocratie. Continuer Ã soutenir le pouvoir UPRONA- CNDD-FDD câ€™est continuer Ã pÃ©renniser la crise consÃ©quente de lâ€™assas prince Louis Rwagasore dont les Burundais ont souffert et continuent de souffrir.Lâ€™Uprona porte une responsabilitÃ© historique dans les dÃ©figurations et souffrances atroces quâ€™a connues le Burundi. Les upronistes, surtout les plus jeunes qui veulent la dÃ©mocratie et le changement, tout en restant fidÃ¨les Ã lâ€™idÃ©al de notre hÃ©ros national, devraient opÃ©re mue au lieu de chercher un Ã©tayage du cotÃ© du CNDD-FDD. Ils doivent condamner clairement les crimes de lâ€™Uprona, crÃ©er un nouveau parti politique ou adhÃ©rer au parti du lendemain dÃ©mocratique. Sinon, ils devront inÃ©vitablement endosser le passif dont ils se seront volontairement constituÃ©s les hÃ©ritiers.Les Burundais ne sont pas dupes des priÃ¨res de Pierre Nkurunziza. A lâ€™Ã©poque de la colonisation, le pouvoir les chicotait et leur faisait payer lâ€™impÃ´t sur la personn physique, mÃªme pour les misÃ©rables, mais le pouvoir ne les tuait pas. Aujourdâ€™hui, le CNDD-FDD a remplacÃ© la chicotte par un gÃ©nocide Ã compte goutte des membres de lâ€™opposition et en premier, du FNL. Il a Ã©rigÃ© la corruption, la concussion et le clientÃ©lisme politiques en mode de gouvernement, et les burundais sâ€™appauvrissent du jour au lendemain. La justice est presque inexistante puisquâ€™elle est Ã la solde de la dictature de Nkurunziza. Quant Ã lâ€™Uprona joue le jeu de collaboration du PDC des annÃ©es 1960. Ce que lâ€™histoire attend des Burundais, câ€™est dâ€™avoir le cour se lever comme lâ€™ont fait les peuples de la Roumanie, et du monde arabe pour se dÃ©barrasser des dictateurs du CNDD-FDD et de ses alliÃ©s. Dans cette perspective, si rien ne change, lâ€™Uprona sera du cÃ´tÃ© des feuilles mortes.